

Le plan « NATION DU MONDE »,
à Monsieur BAN KI-MOON, Secrétaire général des NATIONS UNIES.

Monsieur le Secrétaire général, il est temps de bâtir la « civilisation du troisième millénaire » avec comme outil la démocratie accomplie qui, n'en doutons pas, va émerger en Grèce. TOUT EST À PORTÉE DE MAIN pour réussir ce défi, le défi de notre génération. Soyez l'homme qui donnera cet élan salvateur de liberté et de dignité.

Le plan « NATION DU MONDE » proposé par Biosphère Pour Demain (www.daktari.org) est une vaccination relativement facile à mettre en place contre les guerres et la décadence. Il faut inciter les chefs d'État à donner à la volonté populaire les moyens de s'exprimer, après avoir été correctement informée.

Bien que leurs responsables s'en défendent, les politiques de défense occidentales génèrent trop souvent la guerre. Nul ne peut plus en douter maintenant. La domination de la politique à courte vue de certains groupes de pressions influe sur l'avenir de l'ensemble de la planète. Les organisations internationales subissent cette emprise et ne peuvent pas générer en toute indépendance une véritable baisse des conflits.

Depuis 1989, Biosphère Pour Demain propose, avec le « Plan Nation du Monde » une solution crédible pour orienter l'avenir de l'humanité vers une époque marquée par la paix et le progrès pour tous les peuples. Il est vraiment temps d'engager ces réformes. L'humanité arrive à un stade essentiel de son évolution. Les possibilités d'agir sur sa destinée n'ont jamais été aussi nombreuses. Pourtant, elle ne peut empêcher une dégradation continue de la situation économique d'une part toujours plus grande de la population mondiale. De convulsions politiques en fractures sociales, tous les jours plus nombreuses, même la cohésion des pays qui profitent des formidables progrès technologiques de notre époque est remise en cause. Nos civilisations semblent inexorablement aspirées dans une spirale négative. Il est donc indispensable de bâtir une nouvelle société, ou du moins de régénérer profondément celle dans laquelle nous vivons. L'analyse des événements mondiaux qui se succèdent depuis 20 ans ne peut que conforter cette détermination.

Nous devons faire appréhender à des pans de plus en plus grands de la population qu'il n'est pas utopique de s'atteler à la tâche de bâtir une société fraternelle. Il existe des outils pour bâtir cette nouvelle société et amorcer cette démarche maintenant essentielle.

Comment ? Les propositions de Biosphère Pour Demain tracent les grandes lignes de cette démarche. Il est possible de participer à la naissance de cette nouvelle époque attendue depuis trop longtemps en proposant parmi trois référendums le plus important concerne la paix et l'avenir de l'humanité.

Il faut accepter une vision nouvelle de la sécurité des peuples et de leur défense. Cela ne peut se faire que dans le cadre des meilleures institutions déjà existantes. Le « Plan Nation du Monde » proposé permettrait de générer un système de sécurité global, démocratique et universel. Dans cet esprit, des solutions originales pourront puissamment aider à régler les conflits et à les éviter. Ainsi pourra être lancé ce profond mouvement régénérateur. Faire triompher cette volonté demande bien sûr des efforts ; mais il faut d'abord s'affranchir des anciennes habitudes. Ensuite, il sera temps d'établir les bases d'un commerce équitable généralisé indispensable pour favoriser le progrès et l'épanouissement de l'individu partout sur notre planète. Cette réforme sera financée avec les bénéfices générés par la transformation progressive des dépenses militaires excessives vers des investissements augmentant le bien-être des populations. D'autre part, l'adoption, par exemple, du projet de la conquête de la planète Mars par l'ensemble de la communauté des États de notre Terre permettrait de participer à la conversion des hautes technologies utilisées actuellement à des fins négatives vers des activités civiles avec la promesse de retombées positives pour notre vie de tous les jours.

Avec le « Plan Nation du Monde ».

« Globalement, les intérêts vitaux d'une nation et la sécurité de ses frontières sont assurés par une coalition de pays qui ont tous choisi solidairement le même système de défense, chacun y participant dans la mesure de ses moyens, sous l'autorité du Secrétaire général de l'ONU. Ainsi, un peuple ayant choisi de confier sa sécurité militaire ne pourra en aucun cas se rendre responsable d'une agression contre un autre pays, ou contre son propre peuple, ni être agressé sans occasionner une réponse automatique de la communauté internationale. »

Voici les grandes lignes de cette proposition :

§ Le pays signataire s'engagerait à :

Instaurer un dialogue démocratique immédiat entre toutes les composantes de la population et organiser des élections libres ;

Respecter tous les accords passés concernant les droits de l'homme, l'éducation, la démilitarisation et le respect de l'environnement, entre autres ;

Réduire son budget militaire à zéro et remettre l'équivalent financier à la communauté internationale. Elle serait représentée au sein de l'ONU par une commission exécutive composée des pays ayant signé le pacte ;

Faire adopter toutes les dispositions du pacte par 2/3 au moins de la population. Seul un vote négatif dans les mêmes proportions pourrait annuler ces engagements réciproques.

§ La communauté internationale s'engagerait en contrepartie à :

Légitimer pour une certaine durée le gouvernement ayant signé l'accord. Il bénéficierait d'une majorité de principe dans la ou les assemblées élues ;

Garantir l'intégrité du pays face à tout agresseur extérieur ou intérieur en utilisant, si nécessaire, les forces armées sous sa responsabilité de par le monde ;

Assurer l'éradication totale des armes de guerre qui sont entre les mains de la population.

Prendre en charge l'intégralité du budget militaire du pays. Elle pourrait le gérer comme bon lui semble et le diminuer régulièrement de 5 % par an. Les fonctions du personnel dépendant de ce budget seraient définies par la commission suivant ses besoins immédiats ou ses objectifs à long terme. Il pourrait être engagé dans une intervention militaire décidée par la commission ou des travaux d'utilité publique (construction, éducation...), et ce dans n'importe quel pays. Chaque pays aurait une voix, et ce quelle que soit son importance politique, économique ou démographique.

L'établissement de la démocratie pourrait très bien aller de pair avec la reconnaissance d'une assemblée consultative permanente représentant les autorités actuellement en place.

Conséquences :

Le niveau de vie des pays les moins riches augmenterait rapidement.

Pour être crédible, l'acceptation du pacte devrait être désirée par une forte majorité de la population.

Les autres puissances se garderaient d'intervenir de quelque manière que ce soit. Cela permettrait d'ancrer dans la conscience nationale ce choix capital qui conditionnerait, pour longtemps, l'avenir.

En contrepartie, les engagements pris par la communauté internationale devraient être respectés coûte que coûte.

À partir du moment où un peuple aurait décidé de choisir ce système de protection, l'intervention pour ramener l'ordre se ferait automatiquement. Elle ne dépendrait plus du bon vouloir ou des intérêts de tel ou tel pays.

Le fonctionnement des démocraties les plus évoluées est loin d'être exemplaire. À tel point que nombre de peuples doutent que la démocratie soit le système politique le meilleur. Les réformes proposées permettraient de rendre ses lettres de noblesse à la démocratie et d'en faire pour longtemps un objectif digne de satisfaire les citoyens du monde les plus exigeants sur leur avenir.

Biosphère Pour Demain
